

NOUS SOMMES LES 9 9 0 0

** FRONT DE GAUCHE

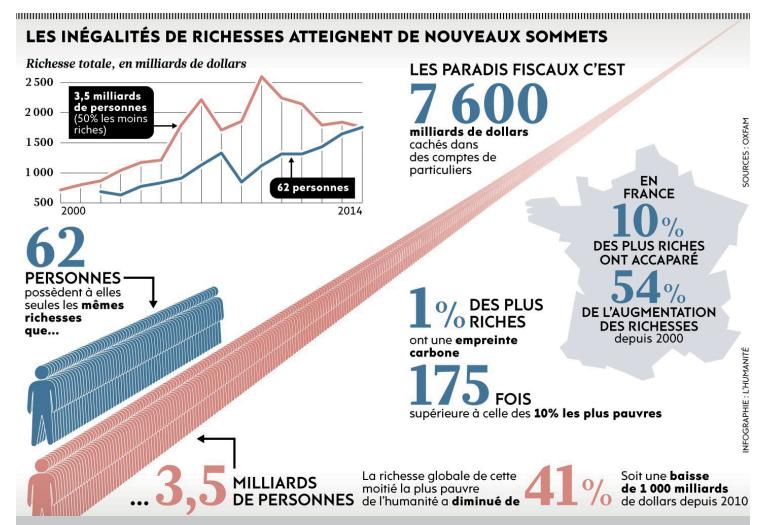
La répartition scandaleusement inégale des richesses, une nouvelle fois révélée par le rapport de l'ONG Oxfam (voir verso), n'a rien de naturelle. Seul 1 % l'organise et en profite, seuls les 99 % peuvent la défaire pour en construire une autre, plus juste.



10 MESURES POUR L'ÉGALITÉ

- Pôle public bancaire avec crédit sélectif pour l'investissement et l'emploi (voir au dos).
- Un impôt sur le revenu plus progressif.
- Réforme de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune).
- Taxe européenne sur les transactions financières (gain annuel : 36 milliards d'euros).
- Taxe sur les stock-options et renforcement de la fiscalité sur le capital.
- **Recrutement massif** d'agents des services des Impôts et du Trésor public.
- Accords bilatéraux pour mettre fin au secret bancaire.
- Salaire minimum à 1700 euros et salaire maximum.
- Transparence totale des **avantages en nature** des hauts cadres des entreprises publiques et privées.
- Renforcement des moyens alloués à la lutte contre la fraude fiscale.

2, place du Colonel Fabien Paris 19°
10 1 44 83 85 15
10 bienvenue@paris.pcf.fr
11 www.paris.pcf.fr
12 PCF Paris



Le rapport annuel d'Oxfam sur les inégalités vient d'être rendu public. Les inégalités n'en finissent pas de se creuser : le patrimoine des 1 % les plus riches du monde dépasse désormais celui des 99 % de la population. 62 personnes ont autant d'argent que 3,5 milliard d'individus ! En France, 10 % des plus riches se sont accaparés plus de la moitié de l'augmentation des richesses depuis l'an 2000. Il n'y a pas de fatalité à ce que le plus grand nombre subissent les diktats d'une minorité. Ces résultats sont la conséquence directe de politiques soucieuses des seuls intérêts de la finance et de la rente au mépris des salariés, des plus fragiles et des services publics.

POUR REPRENDRE LE POUVOIR AUX BANQUES ET AUX MARCHÉS FINANCIERS CONSTRUIRE UN PÔLE PUBLIC BANCAIRE



Créer un **pôle public bancaire** et financier pour développer une autre logique du crédit à partir de la *Caisse des dépôts et consignations*, des banques semi-publiques, mutualistes ou coopératives, et de banques nationalisées.

Créer un fonds national de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus alimenté par le redéploiement de tous les fonds d'État créés depuis 2007-2008 et les fonds publics finançant aujourd'hui les exonérations de cotisations patronales. Ce fonds prendrait en charge les intérêts versés aux banques par les entreprises sur leurs crédits pour les investissements en fonction de critères basés sur la création d'emplois, la formation, les progrès écologiques et l'augmentation de la masse salariale.

Doter les salariés et leurs représentants de **pouvoirs nouveaux** dans leurs entreprises, notamment ceux des institutions bancaires.

pour que l'argent serve à l'investissement, à la création d'emplois, la formation, le progrès écologique, plutôt qu'à être accumulé inutilement dans les paradis fiscaux après pompage par les banques.